

Nabil Belghoul, 40 jours déjà...

Reporter-photographe de talent, Nabil Belghoul nous a quittés depuis 40 jours. 40 jours de tristesse, de douleur et d'interrogations. Sa famille, ses amis et ses confrères se sont rencontrés, hier, à la maison de la presse Tahar-Djaout, pour lui rendre hommage.



Tarek Hafid - (Alger Le Soir) - Les lunettes noires de Souad cachent mal sa tristesse. La fiancée de Nabil — ils avaient prévu de célébrer leur mariage le 23 août — avoue qu'elle ne croit toujours pas à sa mort en regardant les photos exposées dans le hall d'entrée de la Maison de la presse. "Aujourd'hui, je ressens une très forte nostalgie mêlée à un puissant sentiment de fierté. Je suis fier d'avoir fait un bout de chemin avec Nabil et de savoir aussi tout ce qu'il représente pour les membres sa corporation. Le 23 août devait être le plus beau jour de ma vie, mais il en a été autrement...", dit Souad d'une voix calme.

Ouahab, Yanis, Samir, Souhil, Malika, Omar, Bilal, Ryadh... tous les photographes de presse se sont donné rendez-vous pour commémorer la mémoire de Nabil. "Il était incroyable. Un vrai professionnel. Et je ne dis pas ça parce que c'était mon frangin", déclare Yanis Belghoul sur un éclat de rire. Atef, journaliste au quotidien *El Djazair News* est également présent.

Lui aussi regarde les photos de Nabil prises lors d'un reportage qu'ils avaient effectué ensemble dans les "villages africains" de l'oued Tafna, près de Maghnia.

"En fait, nous n'avions pas prévu de nous rendre dans ces villages. C'est au cours d'une sortie médiatique organisée par la Gendarmerie nationale au niveau des frontières ouest du pays que nous avons appris leur l'existence. Nabil voulait absolument faire un reportage sur ces immigrants clandestins malgré les mises en garde des habitants de la région. Il en a fait une obsession. Nous avons donc faussé compagnie à notre groupe pour nous y rendre avec un agriculteur du coin. Il faut savoir que ces africains vivent en communauté. Il y a le village, pour ne pas dire l'Etat, du Mali, celui du Sénégal et un troisième du Cameroun", note Atef en précisant qu'il leur a été très difficile de travailler devant la méfiance des Africains. "L'accès au village malien nous a été interdit par le chef de tribu.

Nabil a donc décidé que nous devions nous rendre au village sénégalais situé un peu plus loin. A peine arrivé sur place, Nabil n'a pas hésité un instant et a commencé à photographier tout ce qu'il voyait. Le responsable de la sécurité, un grand gaillard, nous a interpellés. Il était curieux de savoir ce que nous faisons là", ajoute Atef. Nabil trouvera très vite la parade en affirmant à leur interlocuteur qu'ils sont membres d'une ONG humanitaire.

"Il avait trouvé la solution qui nous a permis de réaliser ce reportage. Nabil a pris des photos absolument incroyables des conditions de vie de ces gens-là." Des aventures comme celle-ci, Nabil Belghoul en a vécu des dizaines.

Pour la petite histoire, quelques semaines seulement avant son décès, Nabil devait se rendre dans les territoires du Sahara occidental occupés par le Maroc afin de couvrir l'intifada du peuple sahraoui. Il faut savoir que cette partie du monde est totalement fermée à la presse internationale, encore plus à la presse algérienne. Ce voyage n'aura finalement pas lieu pour des raisons purement techniques.

"Il ne faut surtout pas croire que Nabil était un casse-cou. Non, c'était un véritable professionnel", précise Ouahab Hebbat, patron de New-Press.

Mais Ouahab ne peut cacher sa préoccupation au sujet de la perte tragique de son fidèle ami. "Nabil était plus qu'un frère pour moi. Je ne peux concevoir qu'il soit décédé des suites d'une crise cardiaque. Nabil a évité de me le dire, mais je sais aujourd'hui qu'il est passé à tabac quelques mois avant sa mort. Il en a gardé des séquelles qui se sont avérées fatales. D'ailleurs, c'est parce que sa mort a été jugée suspecte que son corps a été autopsié. Mais nous attendons toujours les résultats de cet examen...", note Ouahab qui soutient que son ami est une énième victime de la *hogra*.

T. H.

Un islamiste algérien expulsé de France vers Alger

Un "islamiste algérien membre d'un réseau terroriste", condamné en 2005 pour sa participation à l'entraînement de jeunes gens en vue de combattre pour le djihad, a été expulsé de France vers Alger vendredi après-midi, a annoncé le ministère de l'Intérieur français.

L'expulsion de Khellaf Hamam, 38 ans, est la quatrième depuis juillet dernier, et "marque la détermination du ministre de l'Intérieur à éloigner du territoire les activistes menaçant la sécurité nationale", a-t-on dit de même source.

Khellaf Hamam avait été arrêté le 6 octobre 2003 dans le cadre de l'affaire dite du "groupe des randonneurs", puis condamné deux ans plus tard par le tribunal correctionnel de Paris.

"Lors de son procès, il a été établi qu'il participait à la sélection et à la formation paramilitaire de jeunes activistes de la mouvance islamiste radicale", selon le ministère de l'Intérieur.

Selon les résultats de l'enquête des services français spécialisés dans la lutte antiterroriste, il avait été établi que lui et des complices sélectionnaient des jeunes gens sur leurs capacités physiques à combattre, en faveur du djihad, sur des théâtres d'opérations tels que la Bosnie ou l'Afghanistan.

Pour tester les éventuelles recrues, le groupe organisait un programme de formation paramilitaire lors de randonnées en forêt ou en montagne, tant en banlieue parisienne qu'en province.

Khellaf Hamam a été expulsé par un bateau parti de Marseille vendredi à 18h10, a précisé le ministère de l'Intérieur.

Cette expulsion intervient après celle, le 5 août 2005, de Amar Heraz, un Algérien de 39 ans, qui avait été condamné en janvier 1999 pour sa participation au "réseau Chalabi" de soutien logistique au GIA (Groupe islamiste armé).

Frappé d'une interdiction définitive du territoire français à sa sortie de prison, il y était revenu clandestinement avant d'être interpellé en avril dernier.

Auparavant, deux autres personnes avaient été expulsées vers l'Algérie.

Réda Ameuroud, 35 ans, appréhendé le 12 juillet en situation irrégulière à Paris lors d'une "opération de prévention du terrorisme" après qu'il eut appelé au djihad près d'une mosquée parisienne, a été expulsé le 29 juillet.

Enfin, le 23 juillet, Abdelhamid Aissaoui, 41 ans, présenté comme un "imam occasionnel" avait été lui aussi expulsé après avoir purgé une peine de quatre ans d'emprisonnement pour sa participation à la tentative d'attentat contre un train à grande vitesse, à Chasse-sur-le Rhône (Isère) le 26 août 1995, perpétrée par le Groupe islamique armé (GIA, algérien).

EDUCATION

Le Cnapest fait part des recommandations de son université d'été

Avant de faire part des différentes actions que le Conseil national autonome des professeurs de l'enseignement secondaire et technique (Cnapest) compte entreprendre dès la semaine prochaine, son coordinateur national n'a pas manqué de préciser qu'aucune action de protestation n'est prévue pour cette rentrée scolaire.

"Nous en avons décidé ainsi pour ne pas perturber le scrutin du 29 septembre et surtout pour ne pas être taxés de perturbateurs...", a indiqué, hier, le coordinateur national du Cnapest lors du point de presse qu'il animé en fin de matinée au siège du Syndicat national des praticiens de la santé publique (SNPSP) à Alger. Invité à donner son point de vue et la position de son syndicat sur le projet de la réconciliation nationale, Meziane Meriane a érudé la question en déclarant qu'"il est impératif de préserver l'Algérie et de la mettre définitivement à l'abri", non sans souligner au préalable que le Cnapest qui "est pour la pluralité syndicale", ne peut être que "pour la paix". Après un préambule qui évoque la situation sociale et professionnelle

de l'enseignant, le conférencier a annoncé les recommandations de l'université d'été du Cnapest qui vient de se tenir au siège du Front des forces socialistes (FFS). Non par choix politique tient-il à préciser mais par le fait que seuls ce parti et celui du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) ont répondu favorablement aux doléances du Cnapest. "La salle étant trop petite, nous avons opté pour le siège du FFS. Je tiens à préciser que nous avons sollicité pour ce faire tous les partis sans exception..." N'étant pas encore agréé, le syndicat autonome a dû recourir aux partis politiques pour contourner l'inévitable autorisation de la wilaya pour tenir ce genre de rassemblement. Surtout que la direction de la réglementation et de

l'administration générale d'Oran, ville où initialement était prévue l'université d'été du Cnapest a répondu négativement à la demande de la SNTE. Ainsi, trois ateliers ont été retenus pour cette rencontre du syndicat autonome des enseignants. Le premier a traité de l'organigramme, le second de l'information et le troisième des actions. "Il a été décidé de revoir les structures de wilaya et d'introduire des fiches d'adhésion, pour aboutir un conseil national fermé...", explique Meziane Meriane.

Une manière d'éviter le cafouillage qui a caractérisé la précédente rentrée scolaire. Pour rappel, le coordinateur national avait été mis "en quarantaine" par nombre de ses pairs pour avoir décidé d'ajourner la grève après une rencontre avec les repré-

sentants du département de Benbouzid. Meziane Meriane a également abordé le "pacte social" que l'UGTA négocie avec le gouvernement. "Les concessions que fera l'UGTA vont-elles être acceptées par les syndicats autonomes ?"

C'est la question que se pose le coordinateur national du Cnapest qui rappelle que les 5 000 DA d'augmentation "obtenus" par la Fédération nationale des travailleurs de l'éducation (FNTE) n'ont pas "pour autant arrêté les mouvements de protestation et les débrayages des enseignants".

Meriane Meziane précisa enfin que les actions à mener à la lumière des résultats "des négociations UGTA-gouvernement" seront décidées par le Comité national des libertés syndicales.

Saïda Azzouz

KHENCHELA

Deux autres terroristes abattus

Les cadavres de deux autres terroristes viennent d'être admis vendredi vers 19 heures à la morgue de l'hôpital Saâdi-Maamar de Chéchar situé à 50 km au sud de Khenchela, ils ont été abattus à Boudekthane par les forces combinées qui ont abattu déjà deux autres terroristes lundi dernier et admis à la morgue mardi.

A. Maâchi